

L'envers de la révolution permanente

Dans le numéro de « France-Observateur » du 31 janvier, Gilles Martinet fait le point de la situation algérienne et prépare la relance de l'action politique, qu'une bonne partie de la presse annonce comme possible et souhaitable après la discussion de l'ONU.

Martinet part d'un certain nombre de remarques bien connues : en particulier ce fait que la différence entre les questions tunisienne et marocaine — et le problème algérien réside dans la faiblesse d'une bourgeoisie algérienne structurée capable d'être « l'interlocuteur valable » pour l'aile libérale de la bourgeoisie française, capable d'accepter, et de faire accepter par le peuple algérien, la « solution raisonnable » qui sauvegarderait l'essentiel des intérêts économiques français. De ce fait, il souligne avec raison que « la composition sociale de l'Algérie musulmane pose les problèmes d'une révolution en même temps que ceux d'une émancipation nationale ».

Mais c'est pour ajouter aussitôt que « les conditions ne sont pas encore données pour un triomphe de la Révolution » — essentiellement en raison de la situation de la classe ouvrière et de l'absence de toute perspective révolutionnaire en France. D'où la nécessité de trouver malgré tout un compromis que G. M. situe sur la base de la reconnaissance du « fait national algérien » et d'une confédération franco-maghrébine avec statut de double nationalité. C'est-à-dire un compromis qui, comme LA VÉRITÉ l'a démontré, impliquerait le renvoi de l'indépendance aux Calendes grecques, et le maintien de la sujétion coloniale, non seulement sur le plan économique mais également sur le plan politique.

Au début de son article, il indique que, malgré son échec partout, la politique dite « de pacification » est susceptible de se poursuivre quelque temps encore. Mais à la fin de son article, c'est finalement aux leaders nationalistes algériens qu'il demande de « modifier beaucoup des points de vue qu'ils défendent actuellement ».

Quand on envisage en haut-lieu un compromis sur la question algérienne (fédération, autonomie interne, etc.), il n'est pas douteux que l'on se heurte à deux obstacles : la volonté d'indépendance du peuple algérien, la volonté de conservation des seigneurs de l'Algérie. Ces deux forces antagonistes ont joué lors des précédentes tentatives menées entre les délégués gouvernementaux (Gorse, Commin, etc.) et les « délégués à l'étranger » du FLN, dont on peut admettre, d'après leurs déclarations respectives, que les positions étaient assez voisines.

Une modification de cette situation signifie une modification du rapport des forces entre ces éléments et les obstacles qui les freinent. Or, Gilles Martinet souligne que la plupart des « porte-parole autorisés » de la bourgeoisie française (Faure, Pfmilin, Pinay, de Gaulle), par leurs « silences éloquents », s'affirment tout prêts à tenter quelque chose, pour peu qu'ils soient persuadés que le compromis est possible. Eux au moins sont convaincus.

Reste les nationalistes algériens — et c'est bien là que Martinet voit la difficulté principale : la volonté d'indépendance du peuple algérien n'entend pas se satisfaire « de joujoux et de sucettes », pour reprendre l'expression de M. Senghor. Les « délégués à

l'étranger » du FLN, les Abbas, Farès et Yazid, sont sans doute tout disposés à se contenter des hochets dont ils seront les principaux bénéficiaires, décoratifs et décorés. Mais les « éléments de l'intérieur », c'est-à-dire les combattants, même s'ils sont « frontistes », ne poseront pas les armes pour rien. Et la véritable représentativité des petits-bourgeois à la Abbas ou des administratifs à la Farès est parfaitement indiquée par Martinet lorsqu'il rappelle les origines du nationalisme algérien : la prolétarienne « Étoile Nord-Africaine » — que continue aujourd'hui le Mouvement National Algérien, autour de Messali Hadj.

En fait, exprimant indirectement ce désir de sortir de l'impasse qui grandit aujourd'hui dans des cercles de plus en plus larges de la bourgeoisie française, Gilles Martinet écrit pour tenter de convaincre les nationalistes algériens d'accepter le compromis — et le vrai « mouvement d'opinion » dont il parle, c'est au sein du mouvement national qu'il voudrait le voir se produire !

Le fonds de l'idéologie politique de Martinet est contenu dans la petite note en bas de page par laquelle il veut justifier l'impossibilité d'une victoire de la Révolution algérienne (c'est-à-dire, pour lui, de l'indépendance). Idéologue pseudo-marxiste, et fort cultivé, il a lu Trotsky. Il sait l'interdépendance qui unit, à l'époque de l'impérialisme, les mouvements d'émancipation des peuples colonisés et la lutte révolutionnaire des travailleurs des pays capitalistes. Mais il en fait ici une curieuse application : l'indépendance algérienne suppose le triomphe du socialisme en France ; celui-ci n'est pas pour demain ; donc pas d'indépendance : peuple algérien, accepte Abbas et une demi-autonomie interne, bien en deçà de celle concédée par le « libéral » Defferre aux peuples d'AOF.

La chanson n'est pas nouvelle. En 1945, pas de socialisme en France : peuple français, accepte de Gaulle, sa seule police, sa seule armée, son seul État. En 1936, pas de socialisme en France : travailleur français, il faut savoir terminer une grève. Aux Algériens, Martinet dit mot pour mot : « il faut savoir terminer une guerre ». En 36 et en 45, Thorez, expression de la contre-révolution du Kremlin, alors alliée de la bourgeoisie française, se plaçait délibérément au point de vue de cette bourgeoisie. C'est du même point de vue que part Gilles Martinet.

Il dit que les conditions pour le triomphe de la révolution en Algérie seraient sans doute remplies « s'il n'existait un tel fossé entre le nationalisme algérien et le mouvement ouvrier français ». Est-ce à dire que les travailleurs français sont hostiles au droit pour le peuple algérien de décider librement de son sort ? Mais en réalité pour Martinet « le mouvement ouvrier français » c'est le PCF et le PS, les grands appareils — dont on ne peut effectivement douter qu'ils soient hostiles à l'indépendance algérienne. Comme il n'est pas question que Martinet entame une campagne pour convaincre (ou submerger) Thorez et Mollet, il faut les accepter tels quels, il faut que les Algériens les acceptent tels quels.

En 1921, Lénine écrivait à propos de l'Égypte que les féodaux et bourgeois du Wafd faisaient en définitive beaucoup plus pour la cause du socialisme que les chefs travaillistes de Londres. Le « marxisme à l'envers » de Gilles Martinet non seulement le conduit à adopter, en « réaliste », le point de vue des « travaillistes » de Paris, mais à demander à un mouvement à direction populaire et non féodale (comme il le reconnaît lui-même), de s'adapter à leur curieuse façon de lutter pour le socialisme. Pour « combler le fossé entre le nationalisme algérien et le mouvement ouvrier français », Gilles Martinet demande au

premier de se débarrasser de tout son contenu révolutionnaire pour se mettre au niveau du second — tel du moins qu'il le voit, c'est-à-dire de ses dirigeants. Et pourtant Martinet appartient à une organisation politique française qui s'affirme socialiste, voire même révolutionnaire !

« UN HOMME D'ÉTAT »

Pour Martinet, comme pour Guy Mollet, le socialisme est une denrée dominicale. La semaine, on est réaliste et sérieux — on est, ou on aspire à être, un « homme d'État ». C'est en tant qu'homme d'État soucieux des intérêts supérieurs de la France (bourgeoise) que Mollet agit — et que Martinet écrit. Il s'efforce de convaincre la bourgeoisie de ses intérêts véritables — mais il reconnaît lui-même qu'il prêche des convertis. Reste donc à tenter de convaincre les Algériens.

Quant aux travailleurs français, ils peuvent estimer qu'ils n'ont nul besoin d'un « homme d'État supplémentaire ; que leur tâche est de lutter pour le socialisme et qu'ils n'ont pas, ce faisant, de meilleur allié que les peuples colonisés en lutte pour leur liberté ; qu'ils peuvent concrétiser cette fraternité en luttant pour leurs propres revendications, puisqu'ils ont le même adversaire.

Jugeant le mouvement ouvrier français sur l'image déformée d'une consultation électorale où il voit la défaite des travailleurs, Martinet oublie l'élément essentiel du scrutin parisien : les abstentions ouvrières — qui pourtant signifiaient la volonté de voir cesser la répression en Algérie (contre M. Osmin), sans pour autant accepter la répression en Hongrie (contre Monjauvis). A ces travailleurs, Martinet n'offre rien d'autre que la patience et la résignation — comme il n'offre aux Algériens que la patience et la modération.

Mais, dira-t-on, il n'y a pour le moment pas de luttes ouvrières en France permettant d'envisager, non un vague « mouvement d'opinion », mais un profond changement de politique. Et la nécessité de mettre fin à la guerre d'Algérie s'impose tout de suite. On peut penser alors que la tâche de tous ceux qui aspirent à un renouveau du mouvement ouvrier en France n'est pas d'aider à trouver la meilleure formule pour tromper les aspirations légitimes du peuple algérien, mais à soutenir les solutions réelles du problème, dans le respect des principes démocratiques : rétablissement des libertés essentielles en Algérie, négociation sans exclusive et sans préalable d'un cessez-le-feu, prélude à une consultation libre de l'opinion algérienne (1). Les dirigeants politiques algériens sauront alors prendre leurs responsabilités. Notre tâche consiste à nous adresser à la classe ouvrière et à l'opinion française, et non à une opinion algérienne majeure, qui n'a nul besoin de conseillers politiques !

Gérard Bloch, *La Vérité* n° 447, 22 février 1957

(1) Notons que, pour Martinet, le mot d'ordre : « la parole au peuple algérien », la Constituante, autrement dit « les élections libres », était réalisable, il y a un an. Malheureusement, à cette époque Gilles Martinet y était radicalement hostile — ce qu'il oublie de rappeler.